

LEXIQUE



Afrique	<a href="#">Affaire Guy-André Kieffer: Des révélations d'un témoin incarcéré à la MACA</a>	2010.05.25
Diplomatie	<a href="#">Un ami du Togo dans la course à la présidentielle</a>	2010.05.25
Economie	Les envois d'argent par les émigrés africains ont fortement diminué en 2008	2010.05.25
Economie	Afrique Les assemblées annuelles de la BAD, les enjeux d'une rencontre capitale pour l'Afrique	2010.05.25
Médias	<a href="#">La presse commente le rapport de l'UE</a>	2010.05.25
Politique	Des défections sur la liste de UFC Gilchrist	2010.05.25
Politique	<a href="#">Gouvernement Semaine décisive</a>	2010.05.25
Politique	Gouvernement Faure-Houngbo Il ça coince un peu pour l'UFC	2010.05.25
Politique	Gouvernement Dahuku Péré à la tête d'une liste qu'il a envoyée au pouvoir	2010.05.25
Politique	Faure tend son piège, Gilchrist Olympio salive	2010.05.25
Social	<a href="#">Mécontentement de certains employés de l'ICAT</a>	2010.05.25

## L'inter Afrique Affaire Guy-André Kieffer: Des révélations d'un témoin incarcéré à la MACA



« C'est avec peur et stupéfait que je me prononce une seconde fois dans l'affaire Guy-André Kieffer (GAK). La première fois datant d'août 2009, depuis mon exil d'évasion de la Maca le 15 juillet 2009. Il a fallu que je me prononce dans une interview d'un journal de la place, affirmant savoir ce qui en était de l'affaire GAK, mais que je me réservais de tout commentaire pour que la justice et le régime soit dans tous leurs états. Au regard des moyens et du lobbying consentis pour me retrouver dans la capitale ghanéenne avec le concours des autorités ghanéennes et les services d'Interpol, le 12 octobre 2009, pendant que je m'apprêtais à quitter ce pays pour une destination canadienne. Au jour d'aujourd'hui, les mots me manquent pour exprimer ma défense, encore plus ma part de

vérité. Au départ, j'étais vu comme un témoin spontané à la lecture du procès verbal de déferrement émanant du commissaire Téhé Pamphil de la police criminelle.

C'était le 20 décembre 2007. En 2008, quand je comparaissais devant le juge d'instruction, quelle ne fut ma première surprise de savoir que je suis poursuivi pour "faux-témoignage". En 2009 j'apprendrais que je suis en détention pour "témoignage". En 2010 je parie que ce sera "coupable présumé" au vu tout ce que j'ai eu l'impression de lire d'eux il y a quelques jours au cabinet du juge d'instruction d'avec le collège de magistrats en charge du dossier. Alors j'ai bien peur que les 10 % restants du procureur de la République pour boucler son enquête qui est selon ses propres termes à 90 %, lors de son interview parue dans "L'Intelligent d'Abidjan" en date du 16 avril 2010, ne soient réservés à Lago Charles Rosaires. Qu'on veut peut-être présenter comme bouc émissaire, pour enfin clore ce dossier GAK qui n'a que trop duré en agaçant. En tout cas, attendons-nous à tout, surtout ici en Eburnie. Alors de quoi s'agit-il pour que nous courions tant partout, à nous tordre les pouces depuis six années. Au début des choses, si nous n'avions pas assisté à une série d'arrestations et d'emprisonnements de la part de la justice qui a créé la peur et la psychose parmi les uns et les autres, nous n'en serions pas là. Malgré les importantes sommes d'argent offertes par-ci et par-là aux éventuels sachants afin de se tenir loin, ou encore, comme moyen pour tronquer les informations au détriment de Pierre ou Paul, la justice ivoirienne aurait pu clore ce dossier dans les plus brefs délais, avec toute la vérité dans ses moindres détails possibles. Malheureusement, ces témoins sachants sont pour la plupart terrés dans leurs tanières, pour certains partis en exil avec leurs témoignages pouvant être d'un apport capital à ce dossier qui dure et porte un sérieux coup aux relations franco-ivoiriennes déjà enrhumées depuis le déclenchement de la crise en 2002. J'ai foi, pour avoir approché et connu la plupart de ces sachants, que malgré les sommes perçues de la part des seigneurs, vénérés maîtres que je me tacherai de ne pas citer nommément ici, pour des raisons de sécurité, que ces témoins oculaires, patriotes dans l'âme se seraient démarqués des consignes et mises en garde pour aider la justice ivoirienne dans cette affaire qui tend à discréditer notre pays et dénigrer certains de ses hauts responsables et dignitaires du régime. Hélas, au risque de donner des cours à qui que ce soit, une enquête d'une telle envergure se mène avec beaucoup de sang-froid, de patience et de manière.

Seul gage pouvant créer un climat de confiance envers les uns et les autres, minimisant certains détails pouvant créer des foyers d'hystérie, surtout quand l'argent y a fait son passage en pompe. Une belle illustration de taille : le président Laurent Gbagbo, au tout début de la crise, avait choisi la voie de la force, par des emprisonnements. Mais, à un moment donné, il a mis fin à cette option en amnistiant les incarcérés, les mettant en confiance du coup en les rapprochant de lui comme collaborateurs voire amis. Parce qu'ayant compris quelque part que leurs actes et attitudes sont le fait de la visite à grande échelle des espèces sonnantes de la part de gros bonnets tapis dans l'ombre. Aujourd'hui, le président demeure pour finir le gagnant de cette stratégie, parce que ami désormais à eux (ndlr : ceux qui avaient été arrêtés), et comme on ne cache rien à son ami, il tient de par eux les contours de cette crise, les causes vraies avec en cerise les vrais commanditaires. Ce qui lui a permis d'avoir la lecture parfaite des choses avec la tenue dur comme fer des choses en main. C'est simple. Et voici que nous sommes vers la fin du film western,

qu'on le veuille ou pas. Les choses sont faites toujours de tact et de manière, non pas toujours par la force. Je voudrais profiter pour me prononcer sur certains points. A savoir que GAK vit quelque part en Asie. Pour ma part, et cela n'engage que moi, c'est possible, surtout que cette thèse provient de grandes personnes, en l'occurrence de hauts magistrats. Je ne pourrais la rejeter surtout que nous sommes en enquête. Il ne faut pas rejeter une quelconque hypothèse en pareille circonstance.

C'est ce que nous avons appris aussi au départ des choses compte tenu du fait que l'homme (GAK) était menacé, que c'était pour l'extrader en l'exfiltrant sans d'autres détails à nous donner, par les seigneurs, vénérés maîtres, commanditaires et financiers à grande échelle de la mission "poil à gratter le fouineur", nom sous lequel l'opération de sa capture a été baptisée. Et depuis, deux faits m'éloignent de cette hypothèse de la justice. A savoir cet autre gros bonnet que je me refuse à nommer pour des raisons sécuritaires. Parce que ce "5 étoiles" où j'ai été affecté depuis le 20 décembre 2007 ne m'offre pas de garanties surtout que je suis l'objet de menaces chaque jour qui passe. Alors, ce gros parrain en question qui aurait, au cours d'une rencontre dans un grand palace de la place, porté des coups à GAK, le menaçant ouvertement de mort vaille que vaille dans les jours qui suivent, n'était pas du genre à faire cadeau à GAK pour, dit-on, lui avoir fait capoter une affaire portant sur des gros sous. Cet homme nourrissait l'idée de mettre sa tête à prix moyennant de fortes sommes d'argent. Il serait question de le retrouver et le capturer pour lui offrir gracieusement le billet d'avion pour l'Asie. En tout cas, pour ma part, je ne pense pas et ne crois même pas. Secundo, à moins qu'il ne soit tenu comme otage en Asie, comment quelqu'un, je ne sais pour faire plaisir à qui, s'éloignerait de ses frères, amis, connaissances, épouse et de surcroît sa progéniture encore adolescente, en se privant de leur amour et affection depuis six longues années, les mettant dans la détresse et la désolation totale ? Vous conviendrez avec moi que le Blanc n'est pas le Noir qui manque de notion d'affection. Pour moi, chez le Blanc, la notion d'affection étant une priorité, surtout celle de sa famille et de ses enfants, il lui sera très difficile de jouer à un jeu pareil. Poussons encore loin nos recherches et analyses. Si c'était le cas, ses frères Bernard et Eric, qui affirment avoir englouti des sommes importantes d'argent pour savoir où est leur frère et le retrouver, seraient au bout de leur peine depuis. Sans oublier le club des amis de la pétition pour la vérité de GAK composé d'amis, parents, connaissances et volontaires épris de justice et de vérité qui, un peu partout dans le monde, mobilisant moyens humains et financiers, auraient découvert cela quelle que soit sa métamorphose là-bas en Asie.

En toute sincérité, je ne cherche à plaire à personne, qu'on pense ce qu'on veut, mais une chose est aujourd'hui inévitable. GAK a été enlevé ici en Eburnie le 16 avril 2004 par un commando avec à sa tête l'ex-capitaine des services secrets de Côte d'Ivoire, sur le parking du Supermarché Prima Center, par quatre gaillards ayant été aperçus. Je suis entièrement de l'avis cette fois du procureur de la République, M. Kimon Féhou Raymond, dans sa même interview du 16 avril 2010 affirmant que l'enlèvement et la disparition de GAK n'avaient rien à voir avec l'Etat ni le régime, encore moins des hauts dignitaires du régime cités par-ci, par-là à tort. Des proches du régime impliqués dans l'affaire, je ne saurais l'affirmer. Je ne peux me porter garant de cela. Parce que la plupart, affairistes dans l'âme désormais, et que GAK aimait bien introduire son nez dans les affaires d'autrui d'où son surnom de "poil à gratter le fouilleur", ils pourraient ne pas être en phase avec GAK surtout que c'est ce comportement de lui (GAK) qui cause la désolation, la haine de la part des personnes rencontrées sur son passage. D'où sont partis ses déboires en Eburnie. Comme je le mentionnais plus haut, les choses ont pris ou tendaient à prendre une teneur politique de par la faute de la justice, celle-ci ayant été proche de proches du régime aujourd'hui suspects numéros 1, à savoir l'ex-capitaine. Ce qui n'en était rien. GAK n'était un danger ni pour la République encore moins le régime. Ça, c'est la raison première. Ayant été un tant soit peu au cœur des choses, rien de tout cela n'impliquait l'Etat ni le régime. Je le disais dans ma toute première interview, je laissais le temps au temps. Je pense bien que nous y sommes peut-être. Alors, pour revenir à nos moutons, le parrain, seigneur et vénéré maître qui a porté des coups à la figure de GAK au cours d'une rencontre dans ce palace où GAK s'est invité, on ne sait de quelle manière du coup, lui se disait qu'il (GAK) faisait foirer son affaire de plusieurs centaines de millions. Ce qui l'aurait mis en colère en lui portant des coups suivis de menaces de mort, qui font de lui, à coup sûr, le commanditaire de l'opération "le fouilleur" tous azimuts. La preuve, la résidence aux II-Plateaux qui m'a été affrétée, la voiture pour me déplacer, les reçus de "Western Union", etc., ne portent

aucune marque ni empreinte de l'Etat, encore moins du régime. Tout porte les marques "made in Europe", donc de ses propres compatriotes dont ce parrain, bel et bien un Blanc, loin du pouvoir. Cela est vérifiable ici même à Abidjan. Même au Ghana où j'ai fait un bref séjour du 15 juillet au 18 octobre 2009. Encore tout près de lui (GAK), ses employeurs à qui il a causé d'énormes préjudices depuis son arrivée à la compagnie (CCC) en 2003 jusqu'à ce qu'un de ses collaborateurs (Dirict) lui pointe une arme de type revolver sur la tempe au cours d'une réunion de travail, suivie encore de menaces de mort, là aussi où est l'Etat ou le régime ? GAK, selon eux, serait à l'origine de la faillite de la compagnie. Quel rapport avec le régime ou l'Etat ? Le malheur de la Côte d'Ivoire relève, peut-être, du fait que les déboires de GAK soient partis de la terre d'Eburnie jusqu'à sa disparition ici. Mais cela ne suffit pas pour jeter l'opprobre ou le discrédit sur le régime ou ses tenants. L'homme était une merde et un poux dans les cheveux de ses compatriotes, et ce sont eux qui ont commandité et financé tout. Peut-être que les exécuteurs de la mission avaient des badges ou laissez-passer de la présidence, parce que collaborateurs des services secrets pour certains et en tenue militaire pour d'autres, parce que miliciens, mais cela ne suffit pas. Parce qu'en 2003-2004, qui des autorités avait la lecture et la maîtrise des choses sur le territoire, militairement comme au niveau civil ? Chacun faisait les choses à sa guise au détriment du régime ou de l'Etat. Et puis, s'ils pensent ou croient ainsi, peut-on dire aussi de ces centaines de gendarmes, policiers et militaires qui croupissent à la Maca et Mama, accusés ou auteurs de tueries, braquages et autres états de faits avec les dotations de l'Etat très souvent et formés sur le dos du contribuable, qu'ils ont été envoyés ou instruits par l'Etat ou le régime à de telles besognes ? Je dis que c'est archi-faux. Qui ne sait pas que les Blancs (Européens) détestent les hypocrites, les lâches et les fumistes ? Cela, chez eux, ou avec eux, se payent cash. C'est le cas de GAK. Tantôt consultant, journaliste, expert-agronome, journaliste indépendant, homme d'affaires etc., tu fous son nez dans les ménages, versatile, louche envers tes concitoyens, surtout tes compatriotes, tu finis par attirer la colère des amis à toi et avec peu de chances, tu te retrouves au service de l'air, là où on vend le diamant. Je ne pourrais finir sans faire mention au procureur de la République du parquet de Yopougon, M. Rouba Daléba ainsi que son doyen des juges en charge du premier cabinet d'instruction M. Coulibaly Ousmane Victor. Auxquels je témoigne toute ma gratitude pour m'avoir rendu la vie sauve face aux actes de tortures et sévices corporelles de la part des agents pénitenciers dont je porte encore les traces sur le corps, en recommandant l'arrêt immédiat de ces états de faits qui ont failli me faire passer de vie à trépas, depuis que j'ai été remis entre leurs mains par la brigade de gendarmerie section recherche le 20 novembre 2009.

Notons que c'est cette Unité de la gendarmerie qui a effectué mon rapatriement le 18 octobre 2009 à Abidjan, sous la houlette du colonel Gnahouré Gbeuglé Clément, après 5 jours passés dans les locaux des autorités aéroportuaires ghanéennes, le 12 octobre 2009. Je suis resté 32 jours dans les locaux de cette brigade de gendarmerie d'Abidjan-Plateau. Dans l'affaire, il y a M. Bohoun Bouabré, le ministre M. Kadet Bertin et la Première Dame Simone Gbagbo qu'on cite à la base de la disparition de GAK pour, dit-on, avoir fait foirer une affaire juteuse de troc d'armes contre le cacao en 2003, et qui seraient donc à l'origine des griefs contre GAK de ce gros bonnet. L'homme de la transaction de ladite affaire entre l'Etat et la société SITARA, qui est le plus perdant au point où il a, sans aucun ménagement, porté des coups à la figure de GAK en le menaçant d'avoir sa tête dans les jours qui suivraient, quel qu'en soit le prix. Partout où GAK se trouverait, il ne serait pas prêt à attendre pour mettre tous les moyens pour la chasse à l'homme. Est-il un Ivoirien ? Est-il du régime ? Vit-il même en Eburnie ? Les gens n'aiment pas les gens. Ils parlent, parlent et parlent. Nous autres, il paraît que nous ne disons pas la vérité. Donc, on s'assoit et on regarde les choses prendre d'autres tournures et peut-être pourrir. Ma double inquiétude vient du fait que l'homme nous accuse de dire des mensonges, mais en même temps, il ne nous colle pas la paix. Un menteur, on le laisse partir avec ses mensonges ou on le juge et on lui inflige une peine, mais non le maintenir avec soi pendant longtemps dans une affaire aussi délicate. Jusqu'à sortir des moyens avec tout un lobbying pour le retrouver et le mettre encore près de soi. Pour quoi y faire ? Paradoxe des paradoxes ! Comme le dit le refrain de la musique d'un artiste du pays ici en Eburnie : "Tu n'aimes pas, mais tu laisses pas". Ici on dira : « tu ne crois pas, mais tu ne laisses pas ».

Mardi, 05.25.2010, 11:54am (GMT)

**Témoignage recueilli par F.D.BONY Source: L'inter**

## Diplomatie Un ami du Togo dans la course à la présidentielle



La Cour suprême en Guinée a retenu les candidatures de 24 civils pour l'élection présidentielle du 27 juin, sur les 36 dossiers qui lui avaient été soumis, a annoncé lundi soir le président de l'institution, Mamadou Sylla, en audience publique à Conakry.

Parmi ces candidats, Lansana Kouyaté, ancien secrétaire général de la Cédéao et ancien Premier ministre. M. Kouyaté était très proche du président Gnassingbé Eyadema (décédé en février 2005). Il avait effectué de nombreuses missions de médiation officielles et officieuses lors de la crise politique à la fin des années 90. En mars 2008, il s'était rendu à Pya, village natal du feu président Eyadéma pour déposer une gerbe sur sa tombe. « Je ne pouvais venir au Togo sans rendre hommage à celui que je considère comme un ami », avait-il alors déclaré. Lansana Kouyaté devra affronter des poids lourds de la politique guinéenne comme les anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo, François Lonsény Fall et Sidya Touré et l'opposant de toujours Alpha Condé.

Le scrutin du 27 juin est présenté comme la première élection présidentielle libre depuis l'indépendance de la Guinée en 1958.



## Economie Les envois d'argent par les émigrés africains ont fortement diminué en 2008



Les envois de fonds vers les pays africains ont reculé de 41 milliards de dollars en 2008 à un peu plus de 38 milliards en 2009, soit une baisse de 6,6 pc, selon la banque mondiale co-auteur avec la banque africaine de développement (Bad) d'une étude sur la "Migration et les envois de fonds en Afrique", présentée mardi à Abidjan, lors d'un panel dans le cadre des 45 emes assemblées annuelles de la Bad.

Cette baisse, résultant de la crise financière mondiale est "plus prononcée" en Afrique du Nord que dans les pays d'Afrique subsaharienne, précise l'étude, présentée par le Responsable de Division, département de la recherche à la Bad, Peter Walkenhorst. Insistant particulièrement sur l'importance des transferts d'argent en Afrique, il a toutefois indiqué qu'une reprise des envois d'argent vers les pays d'Afrique est espérée dans le courant de l'année en cours.

Soulignant la difficulté pour les décideurs de disposer des informations utiles pour évaluer les flux des envois dans le continent, M.Walkenhorst a par ailleurs déploré les coûts élevés des transferts d'argent en Afrique par rapport au reste du monde. Il a recommandé à cet effet, un renforcement des postes pour réduire le coût des transferts d'argent et éradiquer les circuits informels d'envois de fonds.

Les fonds envoyés par les travailleurs expatriés constituent une importante source de revenus pour bon nombre de pays africains, souligne t-on. La détérioration des marchés du travail noté »e partout dans le monde, pousse bon nombre de travailleurs émigrés de réduire leurs envois en faveur de leurs familles. L'existence de circuits informels d'envois d'argent fait qu'il est impossible pour bon nombre de gouvernements africains de quantifier ces envois qui ne figurent pas dans les statistiques officielles de la balance des paiements. L'étude sur la "Migration et les envois de fonds en Afrique" co - réalisée par la Bad et la Banque mondiale, est destinée à combler le déficit de connaissances sur l'impact des migrations et des envois de fonds sur le développement. Elle s'appuie sur des données primaires au niveau des ménages, collectées dans six pays africains (Burkina Faso, Kenya, Sénégal, Afrique du sud et Ouganda).

Mardi, 05.25.2010, 11:54am (GMT) **(Apanews)**



## **Economie Afrique Les assemblées annuelles de la BAD, les enjeux d'une rencontre capitale pour l'Afrique**

**Les assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) qui s'ouvrent jeudi à Abidjan, où se trouvait son siège, présentent des enjeux importants pour le continent africain.**

Pour les experts, il s'agit d'une rencontre au cours de laquelle l'avenir du continent et celui de l'institution financière seront débattus.

"Lors des assises, il va avoir une grande implication des institutions. Il y aura également d'importantes décisions concernant le capital de la BAD qui pourrait se voir multiplier par trois", confiait le secrétaire général de la BAD Cécilia Akintomidé lors d'une conférence de presse samedi à Abidjan.

"Les investissements de la Banque dans le développement en Afrique vont s'accroître", avait précisé Mme Akintomidé, relevant par ailleurs que les clients de la BAD bénéficieront d'une plus grande assistance et que la capacité de mobilisation de fonds deviendra plus importante.

Pour le ministre ivoirien du Plan et du Développement, Paul Antoine Bohoun Bouabré, des grandes articulations des assemblées générales de la Bad concernent l'entrée de l'Afrique du Sud au Conseil d'administration de la BAD, le passage du nombre de sièges du conseil de 18 à 20, et l'élection du nouveau président de l'institution pour un mandat de cinq ans.

De l'avis de M. Bouabré, les assises des assemblées annuelles de la BAD constituent non seulement un événement important pour le continent, mais aussi un pari majeur pour la Côte d'Ivoire.

"La Côte d'Ivoire est l'actionnaire principal de l'institution, elle est le client majeur de la BAD, et elle est le pays siège", a-t-il énoncé, pour justifier l'implication des autorités ivoiriennes dans l'organisation pratique des assises à travers la réhabilitation de l'hôtel Ivoire (un hôtel de luxe par le passé désaffecté), site de la manifestation, et la prise de mesures sécuritaires d'envergure.

L'événement aura une incidence économique importante pour la Côte d'Ivoire, étant donné que plus de 2.000 délégués venus de 77 pays sont présents en terre ivoirienne.

"Les assemblées annuelles de la BAD sont pour le monde des finances ce que la Coupe d'Afrique des nations (CAN) est pour le football", a estimé l'administrateur de la Côte d'Ivoire à la BAD Nguessan Tchétché, qualifiant la manifestation d'"essentielle" pour le pays.

"C'est une marque de confiance à la Côte d'Ivoire et nous nous en réjouissons", a-t-il conclu.

En prélude aux assemblées annuelles, plusieurs panels et séminaires de haut niveau sur les questions du développement sont prévus mardi et mercredi.

Les assemblées annuelles de la BAD sont une grande première depuis la délocalisation de l'institution en Tunisie en 2003 du fait du conflit militaro-politique qui a éclaté en Côte d'Ivoire en 2002.

La Côte d'Ivoire a plusieurs fois rassuré les responsables de la banque de la restauration de la stabilité dans le pays et souhaite ardemment le retour de l'institution à Abidjan.

De 1971 à 2010, la BAD a consenti à la Côte d'Ivoire près de deux milliards d'euros.

**(XINHUA)**



Le rapport final présenté samedi par la Mission de l'Union européenne sur le déroulement de l'élection présidentielle au Togo est largement commenté par les journaux parus mardi.

**L'union** parle du « satisfecit européen », comme **La Lettre de la Kozah** qui publie de larges extraits du rapport. **Le Regard** se contente de reproduire l'intégralité du document de 67 pages sans apporter de commentaires. **Forum de la Semaine** relève que le rapport recommande la mise en place d'une Céni plus technique, un redécoupage administratif des circonscriptions électorales ainsi que l'amélioration du fichier électoral.

**Liberté** affiche ses critiques à l'égard des observateurs et met en doute leur neutralité. « Il y a de la part de la Mission, une hypocrisie qui ne dit pas son nom, une hypocrisie suicidaire qui fait le jeu du pouvoir en place » écrit le journal.

Autre grand titre du jour, la formation du gouvernement.

**Forum de la Semaine** parle de « foire d'empoigne au sein de l'UFC au sujet des portefeuilles proposés ». « Selon nos sources, l'UFC ne disposerait pas d'assez de cadres répondant au profil de certains postes qui lui sont proposés », écrit le quotidien. Publié le 25/05/2010





## Politique Des défections sur la liste de UFC Gilchrist



Koaci.com Lomé Les togolais attendent impatiemment la liste du gouvernement qui tarde à venir (ph Laurent Despas)

Le premier ministre Gilbert Houngbo, n'est visiblement pas au bout de ses peines. Pour parvenir à l'objectif de la mise en place d'un Gouvernement de Large Ouverture et Grande Compétence (GLOGC), souhaité par Faure Gnassingbé, le Chef du gouvernement reconduit depuis plus de deux semaines déjà, continue les consultations. Visiblement, c'est du côté de Gilchrist Olympio, que l'on éprouve le plus de difficultés à trouver des personnalités capables de tenir le pari.

Car, même si le pouvoir cherche à donner une légitimité au gouvernement, à travers l'entrée de personnalités issues des rangs de l'opposition, l'ancien directeur du PNUD-Afrique, n'est prêt à donner son quitus au premier proposé. A cela vient s'ajouter les indésirables, de Faure Gnassingbé. Du coup, c'est Elliot Ohin, que le président national de l'UFC, a chargé de trouver les ministres, sur le quota des sept portefeuilles concédées à l'UFC-Gilchrist, qui est à plaindre.

En effet, selon nos informations, Nicodème Habia, qui figurait sur la liste soumise par Gilchrist Olympio a été récusé par Gilbert Houngbo, pour « insuffisance de niveau », selon une source proche du Chef du gouvernement. Quant à Me Djovi Gally, qui défend les intérêts de Kpatcha Gnassingbé dans le dossier de « tentative de coup d'Etat », il a été récusé par Faure Gnassingbé. L'avocat faisait partie de ceux qui ne souhaitaient en aucun cas, raté l'occasion d'entrer au gouvernement.

Deux autres personnalités également sur la liste adressée à la primature, ont également fermement déclinées l'offre. Il s'agit d'André Jonhson (proche de Jean-Pierre Fabre) et de l'architecte Roger Grunitzky (fils du second président du Togo, Nicolas Grunitzky). Tous les deux participent d'ailleurs aux manifestations de contestations des résultats donnant Faure Gnassingbé, réélu.

Elliot Ohin, promis au poste de ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, appelle dans tous les sens pour proposer un poste, aux militants de l'UFC. On raconte même qu'un anthropologue, à la retraite qui s'est vu proposer un poste de ministre, a décliné l'offre pour cause de santé et soumis la proposition de sa femme, qui a été retenue. Mme de Souza, épouse Wilson, sauf revirement de dernières minutes, fera ainsi son entrée au Gouvernement de Large Ouverture et de Grande Compétence.

Le bureau politique du parti dans sa grande majorité, maintien son refus d'entrée sans préalable au Gouvernement. Mais un leader du Frac, pourrait faire son entrée dans l'équipe, en laborieuse composition. Il s'agirait de Dahuku Péré. Le président de l'Alliance, parti membre du Front. De source proche de Gilchrist Olympio, on rassure que l'entrée au Gouvernement de l'opposition, se situe dans le cadre d'un accord dont le comité de suivi, sera présidé par le leader de l'UFC. Certains observateurs, estiment cependant que le président national de l'UFC, perdra probablement son statut de membre du parti, à la suite de la publication du gouvernement, autant que les autres membres du parti qui y feront leur entrée

## Politique Gouvernement Semaine décisive



Le nouveau gouvernement que tente de former le Premier ministre, Gilbert Houngbo (photo), devrait être connu cette semaine. Sera-t-il de « large union », comme le souhaite le chef de l'Etat ? L'ensemble des formations politiques a été consulté. Certains leaders de l'opposition ont refusé d'y rentrer, d'autres se tâtent encore ; les derniers y sont favorables à condition de régler des problèmes internes.

C'est dire que la tâche de M. Houngbo n'est pas simple.

« Il doit réaliser un puzzle géant dont les pièces changent constamment de forme », explique un collaborateur de la Primature qui assiste aux discussions.

Quoi qu'il soit, les autorités ont la ferme volonté de ne plus tarder. Le gouvernement se fera avec ceux qui veulent venir, mais hors de question de perdre encore plusieurs semaines en palabres.

Publié le 25/05/2010

## **MO5 TOGO** Politique Gouvernement Faure-Houngbo Il ça coince un peu pour l'UFC

**Normalement, à en croire des bruits venant de la Présidence, Gilchrist Olympio devrait confirmer sa liste pour la constitution du Houngbo II avant hier soir 17 heures. Le gouvernement devrait être livré au complet dans les 48 heures.**

Mais apparemment il y a quelques grains de sable qui bloquent la mécanique UFC. Même si le courant AGO affirme contrôler la majorité des fédérations, d'autres sources proches de ce parti déclarent qu'une frange assez importante des fédérations s'est prononcée contre l'ouverture.

Il en est de même de la section des dames également contre le projet.

La section des jeunes ne dit pas autre chose. La situation ne se présente pas au mieux pour le vieux lion de l'opposition togolaise. Le leader de l'UFC Gilchrist Olympio veut avoir l'accord de tout le monde avant d'aller au gouvernement. Il préfère convaincre que de vaincre. Il n'aurait pas su mettre en minorité la frange radicale proche de Jean-Pierre et de Patrick Lawson. Seules quelques fédérations du Nord dont celle de l'Oti dirigée par Diabacté Brim, membre des AGO et pressenti comme ministre, seraient d'accord avec la stratégie du président national. Rien n'est encore joué donc pour l'entrée de l'UFC au gouvernement. Mais les données sont serrées, difficile de dire qui gagnera la partie. Le vieux leader met tout dans la balance, sa notoriété surtout pour convaincre les réticents. Il se refuse de foncer la tête baissée.

N'empêche, certains conseillers du leader charismatique n'en démordent pas. Pour eux, l'heure est cruciale et le parti doit pouvoir se déterminer pour résoudre la question de l'alternance une bonne fois pour toutes. Pour eux la question a trois dimensions : soit on « reste là à se tourner le pouce et les gens d'en face continuent à diriger le pays, à le piller et à frauder les élections à leur guise. Dans ce cas on est là encore pour 20 à 40 ans » ; soit on prend les armes pour mettre fin à la situation, et dans le cas d'espèce on n'a pas les armes ; soit on se rend à la realpolitik et on rentre au gouvernement pour porter la contestation et arracher quelques pans de pouvoir et changer les choses de l'intérieur.

En tout cas l'UFC est profondément divisée sur le sujet et ceci retarde la formation du gouvernement. Cependant de l'autre côté (RPT), les divisions se sont quelque peu tassées. Faure Gnassingbé est arrivé à convaincre les oligarques de l'utilité d'une composition avec l'UFC. Reste à savoir à quel prix.

Visitez [www.mo5-togo.com](http://www.mo5-togo.com)

## **MOS TOGO** Politique Gouvernement Dahuku Péré à la tête d'une liste qu'il a envoyée au pouvoir



25 mai 2010

Peut-on parler de trahison ? Maurice Dahuku Péré est à la tête d'une liste de ministrables du parti de l'Alliance qu'il a envoyée au premier ministre Gilbert Houngbo, peu après sa rencontre avec ce dernier, à en croire une information proche de la présidence. Rien ne dit si la liste Péré sera acceptée par Faure Gnassingbé et Pascal Bodjona mais l'information expliquerait les couacs au sein du Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC).

L'Alliance, le parti de Péré, est le seul du FRAC à avoir répondu, « par courtoisie et formalisme », à la consultation du PM Houngbo. Il avait pourtant assuré ses camarades de sa fidélité à la ligne officielle du FRAC. Depuis deux semaines, M. Dahuku Péré s'est fait remarquer par ses absences assourdissantes aux manifestations du FRAC. A la réunion hebdomadaire du FRAC ce mardi après-midi 25 mai, Dahuku Péré a préféré envoyer un de ses collaborateurs. Le samedi dernier, un leader du FRAC a expliqué son absence par un différend entre Dahuku Péré et son ex ami Agbéyomé Kodjo, de l'OBUTS, qui s'est associé à la stratégie de la rue. Selon cette source digne de foi, M. Péré avait demandé le retrait du président d'OBUTS des manifestations, sous peine d'un retrait de son parti.

L'Alliance constitue avec le PSR, l'ADDI, l'UFC et Sursaut-Togo, les partis politiques membres du FRAC. C'est la première fois depuis la fin des élections qu'un membre du FRAC est annoncé pour faire partie concrètement du gouvernement. L'attitude du chef de l'Alliance est aux antipodes de la ligne politique du FRAC. Elle démontre que toutes les parties n'ont pas la même lecture de la situation politique post-électorale au FRAC. Chaque leader a son histoire politique et les préoccupations ne sont pas les mêmes au sein des partis. Comme à OBUTS, certains responsables sont très désireux d'aller se refaire une santé financière au gouvernement pour ne plus être à la solde de M. Kodjo. Ce n'est pas exactement le cas à l'Alliance où M. Péré lui-même est plutôt dans une situation financière lamentable.

Ex-dissident du RPT, le premier à s'être ouvertement opposé à Eyadema après avoir sorti un brûlot sur sa gouvernance dictatoriale, M. Péré fut un ancien baron du régime. Ministre de la fonction publique vers la fin des années 1980, Maurice Dahuku Péré fut accusé avec Agbéyomé Kodjo de complot contre la conférence nationale souveraine. Peut-être faussement accusé, l'homme a gardé une rancune tenace contre le processus de démocratisation à la togolaise et s'engagea profondément aux côtés du général Eyadema. Il fut récompensé de sa fidélité en prenant la présidence de l'Assemblée nationale en 1994 à l'issue des législatives, poste qu'il occupa de 1994 à 1999. Député en 1999, il fut écarté de sa prétention de prendre à nouveau le perchoir, pour des raisons encore inconnues mais peut-être ayant trait à sa vie privée. Il ne participa pas aux législatives d'octobre 2002, et fit produire peu à peu le fameux brûlot dans lequel il accusait le dictateur Eyadéma de constituer un blocage pour le développement et la paix au Togo.

Entré en dissidence, il se porta sans succès candidat à la présidence en 2003. En 2005, il a émis le vœu d'être le candidat unique de l'opposition, et après le refus des partis de l'opposition traditionnelle, il s'est porté candidat de son parti. D'aucuns le soupçonnent de penser que seul un opposant issu du milieu kabyè peut constituer un bon challenger pour le changement au Togo.

Candidat à la présidentielle de mars 2010, M Péré avait retiré sa candidature pour des raisons d'ordre pécuniaire, n'ayant pas trouvé finalement la caution de 20 millions cfa. Il fit entrer son parti en janvier dans le Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) et fit campagne pour Jean-Pierre Fabre sur l'ensemble du territoire, notamment à Kara dont il est originaire. Maurice Dahuku Péré a été blessé aux pieds le 06 mars dernier par l'éclatement d'une grenade lacrymogène lors d'un sit-in du FRAC.

L'homme tient un discours de réconciliation entre le Nord et le Sud, et de bonne gouvernance. Chrétien catholique pratiquant, l'homme est réputé pour sa probité morale. Il est certainement l'un des rares hommes politiques du RPT à ne pas s'être enrichi personnellement aux affaires.

Victime de l'ostracisme de son ancien camp, M. Péré traverse des difficultés financières graves. Il va de soi que sa présence au gouvernement pourra l'aider à se refaire une santé financière pour mieux être présent sur le front politique. Une chose est sûre : Dahuku Péré a envoyé une liste au nom de l'Alliance et il est à la tête de cette liste. Aux dernières nouvelles, les faucons du RPT seraient opposés à la volonté de Faure de le reprendre dans le gouvernement. Qui aura le dernier mot ?

Source : [www.mo5togo.com](http://www.mo5togo.com)

Mardi, 25 Mai 2010 13:58



Mardi, 25 Mai 2010 13:58

Ce qui est généralement connu de tous et sur lequel tous les analystes des régimes politiques s'accordent, c'est que le gagnant d'une élection présidentielle compose son équipe, dirige et au finish rend compte de sa gestion au peuple qui peut le sanctionner ou le reconduire. Ceci bien sûr en démocratie. Mais dans le cas du Togo où la démocratie d'Alexis de Tocqueville et de Montesquieu reste incompréhensible pour l'heure, Faure et ses affidés tiennent au nom d'une politique dite de main tendue à coopter des personnalités de l'opposition notamment de l'UFC pour les aider à sauver les meubles. Si non, un ministre UFC par exemple au gouvernement d'un Gnassingbé va-t-il gérer les affaires publiques selon quel projet de société ? L'UFC ayant toujours clamé haut et fort qu'elle entend diriger seule en cas de victoire, pour quoi change-t-elle d'option maintenant ? Que se cache derrière la nouvelle collaboration RPT-UFC ? Autant de questions qui triturent actuellement les esprits des uns et des autres à Lomé. Seuls les deux camps ayant pris en otage le Togo depuis 50 bonnes années savent le nouveau cinéma qu'ils concoctent encore pour le peuple.

Au fait, de qui Faure et son compère Gilchrist se moquent-ils ?

En voulant à tout prix que Gilchrist Olympio et ses amis fassent partie pour la première fois d'une équipe gouvernementale à forte coloration RPT, Faure sait déjà ce qu'il poursuit comme objectifs. Le fils Gnassingbé voyant l'épave Gilchrist s'effriter davantage tient à l'achever complètement. Pour ceux qui ne l'ont pas encore compris, Faure n'a aucune volonté de libérer le plancher au profit d'un fils Olympio. Ce terrain est trop dangereux pour lui. Les survivants de la vision de son feu père ne lui pardonneront pas du tout, oh ! non jamais, ils ne le laisseront commettre ce crime de lèse-majesté. D'ailleurs, Gilchrist lui-même n'a-t-il pas reconnu récemment cette vérité que les Togolais sauf le camp UFC savaient depuis : « Vous pouvez marcher cent ans si vous voulez, mais le RPT ne lâchera de si tôt le pouvoir », avait-il lancé le 18 mai dernier à la figure des femmes qui sont allées manifester leur colère chez lui à Tokoin-Protestant. Alors que faut-il faire ?

Il vaut mieux ainsi fermer les yeux et laisser l'UFC rentrer les deux pieds joints dans le gouvernement maison du clan Gnassingbé. Si les informations s'avèrent vérifiées, le groupe de Jean-Pierre Fabre à l'UFC s'apprête aussi à prendre le vol Togo 001 du plus puissant des Togolais à l'heure actuelle. Quel avenir pour le FRAC qui continue à réclamer à cor et à cri sa victoire ?

De toutes les façons, Faure a fini par trouver son véritable cheval de Troie. Avant le fils du père de l'Indépendance, Faure avait essayé sans succès le traître Edem Kodjo, le bélier noir de Kouvé. Il aurait réussi le coup du siècle en collaborant enfin avec l'UFC. Ce que son feu père Gnassingbé Eyadema n'avait jamais pu faire de son vivant. C'est aussi le cynisme en politique ....à la togolaise.

**Mabizo Kiri Lynx.info**

## Social Mécontentement de certains employés de l'ICAT



Une centaine d'employés de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) ont organisé mardi à Lomé un sit-in de deux jours pour exiger le déblocage de leurs arriérés de salaires.

« Nous voulons obtenir le paiement de 13 mois d'arriérés et de 7 mois d'avance sur salaires non régularisés », a expliqué Kpedja Noamessi, porte-parole des manifestants.

Interrogé, le président du Conseil d'administration de l'ICAT, a indiqué que les grévistes n'avaient pas suivi les procédures normales avant de manifester.

L'ICAT est l'un des services techniques qui dépend du ministère de l'Agriculture ; il emploie plus de 500 techniciens agricoles qui réalisent des études sur le terrain et conseillent les paysans sur les semences à utiliser pour un meilleur rendement de la production.

Publié le 25/05/2010